


19-4-70

Pourquoi le Gouvernement des Etats Unis Mexicains
reconnait toujours les droits du
Gouvernement légitime de la République Espagnole, en exil.

---oOo---

"CEUX QUI DISENT QUE LA CAUSE DE LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE
EST PERDUE SE TROMPENT"

Paroles prononcées le 19 avril 1970,
par M. Alfonso García Robles, Secré-
taire d'Etat aux Affaires Etrangères,
au banquet commémorant le XXXIX^e an-
niversaire de la Proclamation de la
République Espagnole, auquel il a re-
présenté M. Gustavo Díaz Ordaz, Pré-
sident des Etats Unis du Mexique.



F. VALERA
56, Boul. Jean-Jaurès
BOULOGNE-BELLEVILLE

La mission dont m'a chargé Monsieur le Président Díaz Ordaz, me
vaut la satisfaction et le privilège de me trouver parmi vous, en repré-
sentation du Chef de l'Etat mexicain, dans cette célébration du trente-
neuvième anniversaire de la République espagnole.

En prenant connaissance d'une si noble mission, est revenu à ma
mémoire le souvenir d'une session solennelle à laquelle il me fut donné
d'assister, il y a déjà un quart de siècle, le 19 Juin 1945, au Théâtre
de l'Opéra de San Francisco. Je me suis cru de nouveau au sein de la
Première Commission de celle qui fut sans doute la plus importante des
conférences internationales de l'après-guerre, et où les peuples des Na-
tions-Unies réunirent leurs efforts pour créer une organisation mondiale
destinée à préserver les générations à venir du fléau de la guerre. Et
il me semble entendre, comme si j'y étais encore, les débats passionnés
et les éloquents interventions des représentants de ces pays et de leurs
gouvernements - parmi eux celui du Mexique - venus des continents les plus
divers, mais tous unanimes en une conclusion qui pourrait être synthétisée
par ces brefs paragraphes extraits de l'acte dactylographique correspon-
dant :

"C'est un fait prouvé que les forces militaires du fascisme et du
nazisme sont intervenues ouvertement en Espagne... La vérité historique
est que l'aide militaire des légions de Mussolini et les avions d'Hitler
constituent la raison principale pour laquelle la République espagnole
n'est pas représentée parmi nous".

Ce chemin rétrospectif une fois pris, il était naturel que je me
rappelle également ces discours substantiels prononcés devant l'Assemblée
Générale de la Société des Nations, en Septembre 1937, par l'éminent in-
ternationaliste Isidro Fabela, que l'un de ses disciples les plus bril-
lants appelait avec raison "défenseur constant de la dignité du Mexique
dans le concert des Etats".

Dans ces discours, la position du Mexique devant le cas espagnol fut clairement définie: "Mon Gouvernement -déclara le représentant mexicain que je viens de mentionner- considère dangereuse la politique consistant à soustraire à la juridiction de la Ligue les problèmes fondamentaux de la paix, en s'efforçant de cacher la vérité au moyen de fictions au lieu de l'affronter courageusement". Il renouvela ensuite, avec un accent tout particulier, le principe de non intervention et le "droit fondamental des peuples à régler, comme ils l'entendent, leurs propres destins"; il mit en relief le fait que les règles de la neutralité internationale, totalement inapplicables au cas d'un soulèvement militaire injustifié contre un gouvernement légitime, l'étaient encore plus "lorsque un membre de la Ligue est victime d'une agression extérieure comme l'est l'Espagne", et il formula des considérations prophétiques sur les conséquences fatales de toute transaction réalisée aux dépens du principe de la sécurité collective.

Nous connaissons tous l'infortunée conclusion des débats de Genève et ce qui arriva ensuite comme prélude à la deuxième hécatombe mondiale. La République, dont la généreuse position internationale avait été définie dans ces dispositions de sa Constitution par lesquelles l'Espagne renonçait "à la guerre comme instrument de politique nationale", et l'Etat espagnol s'engageait à respecter "les normes universelles du droit international en les incorporant à son droit positif", fut battue. Le Mexique qui, avant longtemps, devait également éprouver dans sa chair, quoique avec plus de bonheur que l'Espagne, l'agression voilée ou ouverte des puissances totalitaires, ouvrit ses portes aux vaincus, aux persécutés, à tous ceux que les passions, nées ou avivées dans la lutte fratricide, empêchaient de rester sur le sol natal. L'émigration espagnole jeta un nouveau pont de communication spirituelle entre nos peuples. Nous avons appris à mieux vous connaître et vous avez, d'une certaine façon, commencé la redécouverte d'une Amérique à laquelle bon nombre de gouvernements antérieurs à celui de la Deuxième République avaient tourné le dos.

Il n'y a pas lieu de répéter ici les noms bien connus des penseurs, des savants et des techniciens espagnols qui ont laissé au Mexique leurs enseignements et qui ont contribué à donner un plus grand lustre à l'image de l'Espagne. Il me semble également surperflu d'analyser les raisons qui ont eu pour résultat le développement et le renforcement, au bénéfice mutuel, des relations de peuple à peuple, tant dans l'ordre économique que dans celui culturel.

Voilà déjà plus de trente ans que la République s'est vue obligée d'entreprendre ses pérégrinations en d'autres terres. A cause de cela, on entend assez fréquemment des voix, mi-compatissantes mi-ironiques, qui conseillent de renoncer à une cause que l'on dit perdue. Mais la volonté indomptable et la persévérance sans failles dont, année après année, témoignent des réunions comme celle-ci, viennent prouver de façon tangible combien se trompent ces prophètes de malheur.

Nous mexicains, comprenons très bien l'attitude des républicains espagnols. Ce n'est pas en vain que nous avons lu bien des fois cette lettre lapidaire que Benito Juárez écrivait de Chihuahua, en janvier 1865

alors que, comme maintenant le Gouvernement républicain, il faisait face aux hasards du pèlerin, et que nous avons assimilé les enseignements que définissait en elle le Grand Homme de Guelatao quand il écrivait:

"Que l'ennemi nous batte et nous vole, si tel est notre destin; mais, quant à nous, nous ne devons pas légaliser cet attentat en lui livrant volontairement ce qu'il exige de nous par la force. Si... n'importe quelle nation s'empare de quelque point de notre territoire et que, par notre faiblesse, nous ne pouvons l'en chasser, nous devons maintenir vivant du moins notre droit, afin que les générations qui nous succéderont le recouvrent. Ce serait un mal de nous laisser désarmer par une force supérieure, mais c'en serait un encore pire de désarmer nos enfants en les privant d'un bon droit que, plus généreux, plus patriotes et plus patients que nous, ils feraient valoir et sauraient revendiquer quelque jour".

Cette réunion a une valeur, non seulement de souvenir mais aussi d'affirmation des valeurs dans lesquelles nous croyons. C'est la fidélité envers ces valeurs qui permet aux peuples d'affronter l'avenir incertain. C'est pourquoi, pour exprimer le sens profond de cette commémoration, il me semble opportun de rappeler les paroles que, voici cinq ans, prononçait devant vous celui qui, avec plus de titres que moi, représenta alors M. le Président Díaz Ordaz:

"Les grandes idées ont toujours triomphé devant l'adversité, la tyrannie et l'injustice, et se sont opposées aux faits et aux circonstances en tous temps. La survivance de l'idée républicaine dans le monde d'aujourd'hui est la preuve qu'est toujours vivant l'esprit des hommes libres qui acceptent comme institution de gouvernement seulement celui du peuple même, basé sur la sélection et le renouvellement des gouvernants, car la République est le privilège des forces sociales qui maintiennent comme principe inaltérable la préservation de la dignité et de l'égalité humaines".

- - - -